

JF/EP N° 111210

Contacts IFOP : Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com



pour



Les Français et la taxation des comptes bancaires des épargnants

Résultats détaillés

Mars 2013

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude.....	6
Le jugement sur la probabilité de mise en place d'une taxation des comptes bancaires des épargnants en France	7

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur :



iPhone



iPad



www.ifop.com



@ifopopinion



Ifop Opinion

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont été réalisées par téléphone.
Dates de terrain	Du 21 au 22 mars 2013

PRÉCISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
<i>Et si l'effectif est...</i>	<i>Si le pourcentage trouvé est...</i>					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Pour faire face aux difficultés économiques et financières et au risque d'effondrement de son système bancaire, Chypre a sollicité l'aide de l'Union européenne et du Fonds Monétaire International. Dans le cadre du plan de sauvetage s'élevant à près de 10 milliards d'euros, les deux institutions ont envisagé la mise en place d'une taxe directement prélevée sur les comptes bancaires de tous les épargnants chypriotes. Concrètement, les avoirs inférieurs à 100 000 euros seraient taxés à hauteur de 6,75% et ceux supérieurs à 100 000 euros seraient prélevés à hauteur de 9,9%.

A l'instar de nombreux autres pays, la France est elle aussi confrontée à la crise économique et financière. Dans cette perspective, interrogés par l'Ifop pour Sud Ouest Dimanche, les Français sont assez sceptiques quant à l'éventualité de se retrouver dans une situation similaire à celle de Chypre en cas d'aggravation des finances publiques et des risques portant sur la stabilité du système bancaire national.

Néanmoins, **41% des personnes interrogées estiment qu'une taxe sur les comptes bancaires des épargnants français pourrait être mise en place en cas d'aggravation des difficultés économiques du pays**, dont 13% envisagent la situation de manière « certaine ». A l'inverse, 59% des interviewés considèrent qu'une telle situation est improbable. Si les Français semblent ainsi pour une majorité avoir confiance dans la solidité du système bancaire national et dans les capacités du pays à trouver d'autres solutions, **la proportion de personnes estimant que la situation connue par Chypre pourrait concerner la France est néanmoins importante et démontre, en quelque sorte que le précédent chypriote a fait tomber, pour 4 Français sur 10, le tabou de l'inviolabilité des dépôts bancaires**. Cela reflète également une forme de méfiance vis-à-vis de la situation de notre économie et des contraintes que pourraient fixer les instances internationales.

La question ne fait pas l'objet de clivages significatifs au sein de la population française. Les personnes appartenant aux catégories socioprofessionnelles les plus aisées sont les moins enclines à croire à la mise en place d'une telle mesure : seules 35% des professions libérales et cadres supérieurs font part de craintes à l'égard de la possibilité de mise en place d'une taxation des comptes bancaires des épargnants contre 41% en moyenne. Les positions des électeurs les plus modérés et européistes sont peu éloignées et n'offrent guère de contrastes par rapport à celles des sensibilités les plus radicales. 37% des sympathisants du Parti Socialiste et 39% des soutiens de l'UMP jugent crédible la mise en place d'une taxe sur les comptes bancaires des épargnants, contre 44% des sympathisants du Front de Gauche et 42% des proches du Front National.

- 3 -

Les résultats de l'étude

Le jugement sur la probabilité de mise en place d'une taxation des comptes bancaires des épargnants en France

Question : Vous savez qu'en contrepartie d'une aide financière de l'Union Européenne pour soutenir le système bancaire et les finances de l'île de Chypre, l'Europe a envisagé qu'une taxe soit directement prélevée sur les comptes bancaires de tous les épargnants chypriotes. Pensez-vous qu'en cas d'aggravation de la situation dans notre pays, une taxe sur les comptes bancaires des épargnants français pourrait être mise en place ?

	Ensemble des Français (%)	Catégorie socioprofessionnelle de la personne interrogée			
		Professions libérales, cadres supérieurs (%)	Professions intermédiaires (%)	Employés (%)	Ouvriers (%)
TOTAL Oui	41	35	44	42	41
• Oui, certainement	13	13	12	13	13
• Oui, probablement	28	22	32	29	28
TOTAL Non	59	65	56	58	59
• Non, probablement pas	23	27	30	18	16
• Non, certainement pas	36	38	26	40	43
- Ne se prononcent pas	-	-	-	-	-
TOTAL	100	100	100	100	100

Le jugement sur la probabilité de mise en place d'une taxation des comptes bancaires des épargnants en France

	TOTAL Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	TOTAL Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	Nsp
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	41	13	28	59	23	36	-
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)							
Homme	41	14	27	59	20	39	-
Femme	40	12	28	60	25	35	-
AGE DE L'INTERVIEWE(E)							
Moins de 35 ans							
18 à 24 ans	43	11	32	57	27	30	-
25 à 34 ans	37	9	28	63	29	34	-
35 ans et plus							
35 à 49 ans	40	14	26	59	21	38	1
50 à 64 ans	42	19	23	58	19	39	-
65 ans et plus	42	14	28	57	20	37	1
65 ans et plus	37	8	29	62	25	37	1
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)							
ACTIF							
CSP+							
Artisan ou commerçant	41	13	28	59	22	37	-
Profession libérale, cadre supérieur	37	16	21	63	25	38	-
Profession intermédiaire	41	13	28	59	18	41	-
CSP-							
Employé	44	12	32	56	30	26	-
Ouvrier	41	13	28	59	18	41	-
INACTIF							
Retraité	39	12	27	60	24	36	1
Autre inactif	38	11	27	61	24	37	1
Autre inactif	44	15	29	56	22	34	-
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)							
Salarié							
Salarié du secteur privé	41	13	28	59	22	37	-
Salarié du secteur public	43	14	29	57	22	35	-
Salarié du secteur public	38	11	27	62	20	42	-
Indépendant sans salarié / Employeur	39	18	21	61	28	33	-
REGION							
Région parisienne							
Région parisienne	44	16	28	55	25	30	1
Province							
Nord est	39	12	27	61	23	38	-
Nord-ouest	42	17	25	58	15	43	-
Sud-ouest	38	11	27	62	25	37	-
Sud est	40	7	33	60	27	33	-
Sud est	39	11	28	60	24	36	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	37	13	24	63	23	40	-
Communes urbaines de province	41	12	29	59	22	37	-
Agglomération parisienne	43	16	27	56	26	30	1
PROXIMITE POLITIQUE							
Gauche							
Front de Gauche	43	12	31	57	22	35	-
Front de Gauche	44	10	34	56	19	37	-
Parti Socialiste	37	10	27	63	27	36	-
Europe Ecologie / Les Verts	52	16	36	47	21	26	1
Modem (*)							
Modem (*)	26	4	22	74	25	49	-
Droite							
UDI	40	15	25	60	23	37	-
UDI	31	7	24	66	29	37	3
UMP	39	12	27	61	28	33	-
Front National	42	21	21	58	14	44	-
Aucune formation politique							
Aucune formation politique	41	14	27	59	22	37	-
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	43	10	33	57	19	38	-
François Hollande	35	9	26	65	28	37	-
François Bayrou	30	11	19	68	28	40	2
Nicolas Sarkozy	42	11	31	58	25	33	-
Marine Le Pen	40	18	22	60	13	47	-

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs